



Annexion rampante et « loi du Grand Jérusalem »

Ramzy Baroud - Le report d'un projet de loi israélien à la Knesset qui aurait annexé à la municipalité de Jérusalem d'importantes colonies juives de Cisjordanie, est le résultat de la [pression des États-Unis](#) et, peut-être, de l'Europe. Mais l'histoire de la ainsi-nommée « loi du Grand Jérusalem » ne s'arrête pas là.

Israël veut maintenir une majorité juive démographique absolue à Jérusalem, y compris dans Jérusalem-Est, partie palestinienne de la ville, illégalement occupée et annexée. Il y a suffisamment de soutien à la Knesset et parmi le public israélien pour assurer cette domination juive très convoitée. Mais les équilibres politiques, et les éventuels désavantages, sont trop délicats et trop importants pour qu'Israël obtienne exactement ce qu'il veut, même s'il y a un consensus clair parmi les politiciens juifs israéliens et leurs électeurs pour changer de façon permanente le statut de la ville. L'un des facteurs que le gouvernement israélien considère est le soutien de l'administration Donald Trump. Jusqu'où ira Trump pour soutenir les transgressions israéliennes, tout en continuant à préconiser un « [accord final](#) » - sa propre version d'une solution politique au conflit résultant de l'occupation illégale de la Palestine par Israël ?

Certes, l'administration Trump a tout fait pour rassurer le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de sa loyauté indéfectible. La [dernière visite](#) de Trump en Israël a été un pas important dans cette direction, où l'engagement des États-Unis à l'égard de la « sécurité » et de l'avenir d'Israël a été rendu abondamment et à plusieurs reprises tout à fait clair. De plus, la pression américano-israélienne contre les Nations Unies et ses institutions - comme l'UNESCO et le CDH - sous la direction de l'ambassadeur américain à l'ONU, Nikki Haley, vise à torpiller les futures [initiatives internationales](#) qui critiquent l'occupation militaire de la Palestine par Israël.

Pourtant, d'un autre côté, en utilisant les canaux plus discrets et sans trop de fanfare, Trump a promu [son propre plan](#) de « paix régionale », dont les éléments sont encore peu clairs.

Alors qu'Israël est régulièrement autorisé à modifier chaque jour un peu plus le paysage des zones palestiniennes occupées, à construire des murs et à étendre ses colonies illégales, un plan explicite et majeur visant à annexer de vastes régions de Cisjordanie aurait déclenché le genre de réaction qui pourrait mettre fin à la politique de Trump au Moyen-Orient et compliquer ses relations avec divers gouvernements arabes.

La « loi du Grand Jérusalem » [l'aurait fait](#).

Selon le commentateur israélien [Shlomo Elder](#), l'idée d'étendre les frontières municipales de Jérusalem « pour augmenter la population de la ville et assurer sa majorité juive » a été proposée en 2007 par Yisrael Katz, membre du Likoud. Ce projet avait alors été différé en raison de la crainte d'une forte réaction internationale.

L'idée n'est pas morte. Elle s'est transformée en mouvement, et des politiciens de tous horizons idéologiques s'y sont joints, craignant qu'à l'avenir Israël ne perde la « guerre démographique » à Jérusalem, ainsi que dans le reste de la Palestine historique.

« [Save Jewish Jerusalem](#) » a été lancé en 2016 et a rapidement obtenu le soutien de politiciens, d'universitaires et d'autres Israéliens connus, tous unis par leur crainte qu'ils « se réveillent avec un maire palestinien à Jérusalem ».

Ainsi, lorsque la « loi du Grand Jérusalem » a été introduite plus tôt cette année, cela a semblé être l'évolution logique d'un courant qui s'est développé depuis des années.

Le projet de loi [proposait](#) d'étendre les limites municipales de Jérusalem pour inclure les principales colonies juives illégales en Cisjordanie, dont Ma'aleh Adumim et le groupe de colonies de Gush Etzion. De plus, il voulait amener 150 000 colons juifs à Jérusalem en tant qu'électeurs, ce qui aurait naturellement ferait pencher la scène politique encore plus vers la droite. Parallèlement, la loi aurait encore réduit le statut de 100 000 Palestiniens qui se retrouveraient dans une zone grise politique. Les auteurs du projet de loi n'étaient guère discrets quant à leurs intentions. L'un des deux auteurs est Katz lui-même, qui est maintenant ministre dans le gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu. Expliquant les motivations à l'origine du projet de loi, Katz a déclaré ouvertement : le projet de loi vise à « assurer une majorité juive dans la ville unie ».

Les Israéliens sont d'accord. Selon un [sondage national](#) publié le 3 novembre, 72% des Juifs israéliens veulent qu'Israël maintienne le contrôle des lieux saints musulmans à Jérusalem; 68% veulent que les Juifs puissent prier dans ces lieux saints; et 58% soutiennent l'initiative de Katz visant à élargir les limites municipales de Jérusalem et à fusionner les principales colonies juives illégales sous une seule municipalité.

Alors que les membres du gouvernement israélien (la majorité à la Knesset) poursuivent le même objectif d'expansion des colonies illégales, assurant le contrôle incontesté d'Israël sur Jérusalem et contrecarrant les aspirations palestiniennes à un État indépendant, leurs approches politiques ne sont pas toujours les mêmes.

Netanyahou n'a [pas l'intention de permettre](#) à un État palestinien de prendre forme et il travaille tactiquement pour assurer une partition physique complète entre Jérusalem-Est et la Cisjordanie, tout en reliant simultanément les principaux blocs de colonies à Jérusalem.

Un de ces efforts inclut la décision récente de détruire complètement les deux villages palestiniens de

[Khan Al-Ahmar](#) (situé dans le couloir E-1 qui relie Jérusalem à Ma'aleh Adumim) et Susya. Le plan de nettoyage ethnique a été décrit par le groupe israélien de défense des droits de l'Homme, [B'Tselem](#), comme « pratiquement sans précédent ».

Mais Netanyahu a dû s'écarter temporairement de sa propre méthode d' »[annexion rampante](#) » de la terre palestinienne pour rejoindre le mouvement défendu par Katz et d'autres, qui appellent à une annexion massive et à des mesures drastiques pour assurer la domination juive.

Ce faisant, il était prêt à faire face à une autre [révolte populaire palestinienne](#), similaire à celle qui a [culminé en juillet](#) dernier pour protester contre la fermeture par Israël de l'enceinte d'Al-Haram Al-Sharif/Al-Aqsa.

Cependant, la [pression émanant de Washington](#), qui aurait été exercée juste au moment où le comité ministériel sur la législation de la Knesset s'apprêtait à approuver le projet de loi le 29 octobre, a [mis fin pour le moment](#) à la manœuvre israélienne.

C'est le bureau de Netanyahu qui a remis à plus tard le projet de loi, craignant de bouleverser la relation spéciale qu'il a réussi à établir sous la présidence de Trump.

Donc, au moins pour l'instant, Israël va reprendre ses tactiques d'annexion rampante, ne prêtant aucune attention aux [protestations internationales](#), et sans aucun souci de l'injustice infligée aux Palestiniens. Mais, bien sûr, la bataille à la Knesset israélienne n'est pas terminée, et des initiatives encore plus agressives pour chasser les Palestiniens, tout en annexant lentement leurs terres, sont susceptibles de suivre.



* **Ramzy Baroud** est journaliste, auteur et rédacteur en chef de [Palestine Chronicle](#).

Son prochain livre est «The Last Earth: A Palestine Story» (Pluto Press). Baroud a un doctorat en études de la Palestine de l'Université d'Exeter et est chercheur associé au Centre Orfalea d'études mondiales et internationales, Université de Californie. Visitez son site web: www.ramzybaroud.net.
Articles [du même auteur](#).

8 novembre 2017 - *The Palestine Chronicle* - Traduction : [Chronique de Palestine](#) - Lotfallah